

SOMMET DES NATIONS UNIES DU 25 AU 27 SEPTEMBRE

Après les OMD, les ODD

Ben Toussaint

Les ODD, c'est quoi ? Et puis ça sert à quoi ? Voilà les questions auxquelles une réponse sera proposée dans cet article. Il s'agira bien en effet d'« une » réponse (parmi d'autres), car les ODD couvrent un champ d'application particulièrement vaste.

Tout d'abord, il convient d'affirmer ce qui peut l'être avec certitude. ODD, c'est l'abréviation d'« Objectifs de développement durable ». Tout aussi courante est l'abréviation anglaise SDG (Sustainable Development Goals). Les ODD seront adoptés d'ici peu au sommet des Nations unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, qui se tiendra du 25 au 27 septembre à New York.

Les ODD sont le résultat d'un long processus commencé en 2012 à la conférence internationale Rio+20. Ils représentent la pièce maîtresse du programme de développement pour l'après-2015 des Nations unies. Les ODD sont composés de 17 volets, matérialisés par 169 objectifs chiffrés nommés « cibles ». Il est prévu de les atteindre dans les 15 années à venir, soit en 2030 au plus tard. Ils servent avant tout - et cette remarque pourrait être légèrement spéculative - à remplacer les OMD.

Peut-être vous souvenez-vous des Objectifs du millénaire pour le déve-

loppement (OMD, Millenium Development Goals (MDG) en anglais). Il s'agit de huit objectifs adoptés en 2000 et que les chefs d'État et de gouvernement de l'époque avaient convenu d'atteindre pour 2015. Ils représentent un projet phare des Nations unies, et comme ils vont expirer à la fin de l'année, il est nécessaire de les remplacer. Par conséquent, les ODD entreront en vigueur le 1er janvier 2016 et prendront ainsi la relève des OMD.

Dans le but de structurer l'analyse qui suit, deux parties se succéderont. D'abord, le document soumis au vote à New York fin septembre sera analysé ; ensuite, l'importance accordée (ou pas) au programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies - ODD compris - sera analysée.

Un agenda pour tous !?

Dix-sept objectifs, c'est ambitieux. En comparaison avec les OMD, les ODD adoptent une approche plus holistique, plus adaptée à la complexité des interdépendances mondiales. D'après certains, les États risqueraient d'être découragés par ce nombre élevé. Cependant, le nombre ne semble pas du tout exagéré par rapport à l'ampleur du défi, à savoir l'établissement d'un véritable cadre international pour le développement durable.

De plus, contrairement à la Déclaration du millénaire (qui instau-

rait les OMD), le programme de développement pour l'après-2015 (qui instaure les ODD) adopte, au moins en théorie, une approche plus universelle. Alors que la mise en œuvre des OMD concernait en priorité les pays en développement, tous les pays sont responsabilisés de façon égale dans le cas des ODD. Une bonne évolution sans doute, puisque, surtout en termes de consommation des ressources et de contribution au changement climatique, les pays industrialisés ont du pain sur la planche.

S'y ajoute que l'agenda pour l'après-2015 se veut transformatif, dans le sens d'une rupture avec l'évidence politique et économique existante. Cependant, la plupart des propositions faites dans le document n'ont rien de révolutionnaire. En guise d'exemple, l'agenda se limite à évoquer la productivité et la croissance économique comme seuls indicateurs de prospérité. En termes de commerce mondial, l'agenda compte notamment sur le cycle de Doha pour le développement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pourtant considéré comme une impasse par la plupart des observateurs. En revanche, l'ensemble d'objectifs 10 - réduire l'inégalité dans et entre les pays - peut être considéré comme assez révolutionnaire. En particulier l'objectif 10.1, qui consiste à

« progressivement atteindre et maintenir une progression du revenu des 40 pour cent les plus pauvres de la population au-dessus de la moyenne nationale pour 2030 ». Cela bouleverserait sans doute l'ordre mondial.

Et puis, avec les ODD, il y en a pour tous les goûts. Peu importe votre conception du monde, vous y trouverez sans doute votre bonheur. Par contre, quelle que soit votre conception du monde, les ODD paraîtront contradictoires sur certains aspects également. Mais probablement s'agit-il là d'un défaut inévitable, compte tenu du fait que le document est le résultat d'un compromis entre un grand nombre d'acteurs différents. En guise de démonstration, l'objectif 12 d'un côté appelle à « assurer des modes de consommation et de production durables », tandis que l'objectif 8 revendique « une croissance économique durable et inclusive ». Le fait que le dogme de la croissance économique soit compatible avec une consommation et une production durables est pourtant tout à fait discutable.

Dans l'ensemble, le programme de développement pour l'après-2015 est un document assez agréable à lire, mais sert-il pour autant à quelque chose ?

Une de ses faiblesses incontestables est le fait qu'il ne soit pas contraignant. Les engagements que prendront les États seront donc à ca-



ractère purement symbolique. Certes, il n'existe de toute manière pas d'instance qui puisse garantir le respect et la mise en œuvre de traités internationaux, mais un document non contraignant de surcroît suggère une faible volonté politique. Par ailleurs, il existe depuis les années 1960 des instruments relatifs aux droits humains - comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - qui ne sont pas moins ambitieux que l'agenda pour l'après-2015, et de plus contraignants. S'y ajoute que l'agenda d'action d'Addis-Abeba, adopté le 15 juillet 2015, qui est censé constituer « le pilier des moyens de mise en œuvre pour l'agenda de développement pour l'après-2015 », a été ressenti comme une grande déception par la très grande majorité des organisations de la société civile internationale.

Tous pour un agenda !?

Et pourtant, les hauts représentants des Nations unies et des gouvernements ne se lassent pas de qualifier l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 de « moment historique » et la conférence d'Addis-Abeba de « point de départ d'un nouveau partenariat mondial transformateur pour l'humanité ».

Comment expliquer ce clivage de points de vue ? Un élément de réponse : les hauts représentants impliqués, à commencer par ceux des Nations unies, ont un intérêt particulier à présenter les négociations qui ont mené au programme de développement pour l'après-2015 comme un grand succès. Tout comme les OMD, les ODD représentent un projet phare des Nations unies. Un échec risquerait d'affaiblir celles-ci davantage, tout comme il affaiblirait le multilatéralisme. Ce besoin de légitimation se fait ressentir actuellement par le constat excessivement positif dressé par les Nations unies à propos des OMD. Ainsi, il est proclamé que, puisque l'objectif 1a des OMD (« Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ») a été atteint, les OMD (en particulier l'OMD 1, « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim ») auraient contribué à faire sortir de l'extrême pauvreté des centaines de millions de personnes. Cela est difficile à croire, compte tenu des nombreuses crises politiques, environnementales, économiques et financières un peu partout dans le monde et du nombre de candidats à l'émigration vers l'Europe.

De même, il est douteux que les ODD puissent faire la différence, au vu d'autres actualités et réalités poli-

tiques et économiques. Faut-il croire le gouvernement allemand quand il dit qu'il va fermer ses frontières ou quand il dit qu'il mettra en œuvre les ODD ? Le gouvernement canadien est-il crédible quand il dit qu'il va forer des milliers de nouveaux puits de pétrole ou quand il dit qu'il mettra en œuvre les ODD ?

Il ne s'agit en aucun cas de conclure que le programme de développement pour l'après-2015, ODD compris, serait d'office insignifiant. Le processus qui a mené à l'agenda de développement pour l'après-2015 a été l'un des plus participatifs jamais mené, impliquant un grand nombre d'organisations de la société civile et tenant compte de leurs positions. Voilà une voie intéressante dans laquelle persévérer. Un avenir plus équitable, durable et pacifique, c'est une responsabilité qui ne revient pas seulement aux gouvernements, mais à la société civile organisée et à tout un chacun.

Finalement, le sort des ODD n'est pas scellé d'avance. Plus indiquée serait donc peut-être la question de savoir à quoi les ODD peuvent servir, et non celle de savoir à quoi ils servent. Il nous revient à tous de nous les approprier et de faire en sorte qu'ils servent à quelque chose. Il sera en tout état de cause intéressant de voir comment le gouvernement luxembourgeois compte mettre en œuvre les

ODD, et quel impact cela pourra avoir sur la société en général et les ONG en particulier. En outre, il serait opportun d'interpeller le gouvernement afin qu'il s'implique dans la mise en œuvre des ODD au Luxembourg et à travers ses partenariats à l'étranger.

Ben Toussaint est Responsable Plaidoyer politique et Mobilisation auprès du Cercle de Coopération.

<http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

www.cercle.lu

Nächste Woche:

Anders wirtschaften

... jetzt und in der Zukunft. Ein woxx-Dossier zur diesjährigen Oekofoire, das Interessierte sich an unserem Stand Nr 2A29 abholen können.